

DEBATE

Jean-Michel Severino, President of Investisseurs & Partenaires, former Director General of the French Development Agency, former Vice President for Asia at the World Bank

We have a few more minutes to address this issue and I can see a few hands raised. I have four on this side of the room: the lady in white, Mr. Paugam, the lady in red and the gentleman.

Dania Koleilat Khatib, Co-Founder and President of the Research Center for Cooperation and Peace Building (RCCP)

Thank you to the speakers' wonderful interventions. There is one issue that you have not really touched on, or maybe lightly and that is food security in conflict areas. I want to mention Syria, for example. Madaya in Syria was under siege and children were dying because there was no access to food, while 10 minutes away in Zabadani, the farmers were throwing away fruit and vegetables because they had no way to sell them. Now for example in Syria, every six months we have a renewal of Bab Al Hawa which is the only crossing and we do not know because in February the Russians might say they do not want to renew it. There are a lot of issues and I work a lot on the issue of resilience, and this is where sustainable agriculture comes in, which is diversified and needs minimum maintenance and can increase the resilience of local communities. Can any of the speakers tell me if the food organizations are thinking about promoting sustainable agricultures in areas of conflict where there is no freedom of movement of goods and people?

Jean-Marie Paugam, Deputy Director General of the WTO

Merci beaucoup au panel pour ces excellentes interventions. Un commentaire et une question. Le commentaire, d'abord. Le problème posé est un problème classique de la théorie des jeux sur le commerce. Tous les pays ont le droit de protéger leurs ressources et leur population en fermant leurs exportations, mais aucun pays n'a intérêt à le faire parce que si l'on coupe le commerce, on aggrave le problème. Nous avons rencontré cela au début du Covid et de la crise alimentaire.

Comment le système international a-t-il réagi ? Je dirais qu'il est en progrès, mais qu'il doit mieux faire. Il n'a pas mal réagi au sens où nous avons eu trois ou quatre résultats multilatéraux qui ont permis un fonctionnement à peu près normal du système.

En premier lieu, les ministres du Commerce se sont engagés à la modération dans l'utilisation des restrictions aux exportations. Cette modération n'est pas totale, mais elle s'est traduite dans les faits par une diminution du nombre de mesures, que l'on a observées à l'OMC. Il y en avait 78 au début de la crise, en février, et il n'y en a plus que 50. Ce n'est pas satisfaisant, mais c'est plus équilibré.

Deuxièmement, ils ont éliminé toutes les restrictions aux exportations sur les achats du Programme alimentaire mondial, un des éléments d'intervention importants.

Troisièmement, le secrétaire général des Nations Unies a obtenu cet accord sur l'extraction, la sécurisation de la sortie du blé et des autres grains de la mer Noire.

Quatrièmement, le FMI a mis en place, sur proposition de la FAO, je crois, une facilité de financement des importations pour les pays en situation de tension sur la balance des paiements.

La réaction collective est donc allée plutôt dans le sens de la circulation. Les résultats en termes de tensions sur les prix – je parle sous le contrôle de Máximo Torero – sont plutôt meilleurs. Il y a six mois, nous étions à un tiers au-dessus de l'année dernière. Aujourd'hui, nous ne sommes plus qu'à 20 %. Il faut donc continuer.

La question que je voudrais adresser au panel est de savoir quelles sont les priorités que vous identifiez, dans les six mois à un an, pour maintenir cette dynamique de coopération qui permettra de continuer à contribuer à résoudre cette crise alimentaire. Évidemment, nous allons le faire au niveau de l'OMC sur la transparence et le maintien de l'ouverture des marchés, autant que nous pourrons le faire. Tous doivent y contribuer.

Je vous remercie.

Jean-Michel Severino

Merci beaucoup, Jean-Marie. Une petite note de bas de page. Je suis étonné, rétrospectivement, qu'aucun de nous n'ait cité le Programme alimentaire mondial, qui est supposé être l'organisation assurant le filet de sécurité ultime en matière de sécurité.

La dame en rouge.

Kerry Halferty Hardy, Co-Founder of Alcuin Advisors LLC, former Chief Development Officer of the American Hospital of Paris, lecturer and consultant

I am Kerry Halferty Hardy and the question I have is: several of the panelists have mentioned of course the necessity for increasing food production while reducing environmental impact and we have to couple that with evidence-based policy-making with regards to new breeding technologies and genetically modified organisms as well as towards sanitary products. So, could the panel also address how you can reconcile that with some of the decisions that have been made in other places around the world that do not address for example the question of climate impact in Africa on things like banana wilt and not being allowed to use those new and innovative agricultural processes and products? Thank you.

Jean-Michel Severino

A very hot issue, thank you so much. And last but not least, at my right.

General Francis A. Béhanzin, Co-Founder and Chairman of the *Réseau mondial des professionnels de sécurité et de défense pour la prévention et la lutte contre le terrorisme*, former Commissioner Political Affairs, Peace and Security of the Economic Community of West African States (ECOWAS)

Merci pour la densité de la présentation du panel. La question de la sécurité alimentaire en Afrique d'une façon générale, et en Afrique de l'Ouest et le Sahel de façon particulière, est bien préoccupante. Vous en avez parlé. Hier, nous avons parlé de la question des matières premières critiques, mais il y a une question préjudicielle que nous devons régler, la question de la lutte contre le terrorisme.

En effet, que se passe-t-il ? Quand les terroristes arrivent avec leurs armes et leur folie meurtrière, ils saisissent le bétail des éleveurs et en disposent comme ils veulent. Dans les zones d'agriculture, ils préviennent les occupants des terres cultivables et leur disent : « Dans 48 heures, nous serons chez vous. » Cela provoque des vagues de déplacements internes.

J'ai visité beaucoup de camps de déplacés internes, c'est une crise humanitaire importante qui se prépare. Cela peut être en Afrique de l'Ouest, dans le Sahel aujourd'hui. Après la guerre d'Ukraine, je crois que nous aurons la même chose en Europe. Il faut régler absolument la question préjudicielle de la lutte contre le terrorisme. Merci beaucoup.

Jean-Michel Severino

Merci pour ce coup de projecteur très important sur une région particulièrement critique, aujourd'hui.

Je vois une demande de Philippe Chalmin et nous allons arrêter là, malheureusement, pour donner quelques minutes à chacun des panélistes. Philippe, très brièvement, s'il te plaît.

Philippe Chalmin, Founder of Cercle Cyclope, Professor at Paris-Dauphine University, consultant for various international organisations (OECD, EEC, UNCTAD)

Il est important de faire la distinction entre politique agricole et politique alimentaire. Il me semble que c'est au cœur de tous les problèmes, notamment africains. Les agriculteurs, je veux bien qu'on les aide et qu'on leur apprenne de nouvelles technologies. La meilleure aide que l'on peut leur offrir, c'est la carotte de prix garantis, stables et rémunérateurs.

Souvenez-vous, c'était d'ailleurs le modèle d'une région qui longtemps fut dépendante alimentaires, et qui s'appelait l'Europe. Et puis, on a eu la Politique agricole commune. Le problème, c'est qu'à l'époque les consommateurs européens pouvaient payer.

Le souci, dans la plupart des pays touchés, aujourd'hui, c'est que les consommateurs n'ont pas les moyens de payer et qu'il n'y a pas beaucoup de contribuables pour financer. Au contraire, le souci des gouvernants, souvent élus plus ou moins démocratiquement, est de maintenir des prix alimentaires bas dans les zones urbaines, celles qui peuvent faire des révolutions.



À ma connaissance, il n'y a qu'un pays qui a résolu la dualité politique agricole/politique alimentaire, c'est l'Inde. Personne n'en parle. Dans la politique agricole indienne, les prix garantis sont suffisamment élevés. Dans la politique alimentaire indienne, les prix au consommateur sont suffisamment bas.

Comment pouvons-nous et comment pouvez-vous imaginer sortir de cela ? Je ne sais plus si c'est Pierre qui disait qu'il fallait laisser les gens se débrouiller eux-mêmes. Ne pourrait-on pas quand même imaginer financer de véritables politiques agricoles ? En effet, quand les prix sont bas, les agriculteurs ne font pas de révolution, mais quand le prix du pain est élevé, on a des émeutes de la faim.

Jean-Michel Severino

Merci, Philippe. Bien sûr, cela explique en partie l'arrivée de l'Inde sur le marché de l'exportation agricole. Cela explique aussi les politiques de non-protection, que dénonçait tout à l'heure Pierre, des productions agricoles en Afrique, voire parfois des subventionnements aux importations que l'on voit dans de nombreux pays.

Nous avons deux minutes pour chaque intervenant – je suis désolé – pour réagir aux questions qu'ils souhaitent et dans l'ordre qu'ils souhaitent. C'est leur privilège du choix. Si elle le veut bien, je vais commencer par Madame la Ministre. I will start with you, minister, to give any reaction you would like to those questions.

Mariam Al Mheiri, Minister of Climate Change and Environment of the United Arab Emirates

I will start with the first question we got. Again, this comes down to partnerships and I am going to give you an example of what the UAE has done in collaboration with the FAO and Máximo who is also with us today. For example, we did projects with Liberia where we helped Liberian women in adapting to some technologies and providing them with some solar panels to be able to farm in their communities. What you say is so important because we want to make sure that people are able to produce where they are and not create this movement that is really accentuating the difficulties we are in again. What is really important is that even though we are looking at innovations – and vertical farming has extremely high capex costs – there are low-tech things that can be done, and this is where research and development comes in. For example, we have the International Center for Biosaline Agriculture, known as ICBA, which has been in the UAE for 22 years, and the UAE is also a donor. They are looking at low-cost solutions for marginal environments, so what can be done in marginal environments to produce crops, fodder for livestock, etc. This knowledge is then being taken to the developing countries and to those in conflict areas who need help. As you may know, the UAE is also one of the top countries in the world when it comes to ODA and humanitarian work. We work very closely with the World Food Programme, and we realise that you need to classify certain immediate needs because, when people need food, they need food. However, when you are looking at the medium to long-term, you need to look at what technologies and tools you can give these communities so that they can grow, make money and start developing their economy or their many economies. It is so important because when you see conflict areas it mostly comes down to food. When people do not know when their next meal will be, this is dangerous, so it is really important that we give them the peace of mind that



they will always have food. We can show them how they can grow it and what tools they have, and prove them we will support them. What is also important here is the youth, getting them excited about this as well, getting them to think about how they could make money from this and have a future in it as well. I cannot say more than, yes, more needs to be done on this. I can only talk about what we are doing in the UAE, I cannot talk on behalf of other countries. More needs to be done and sharing technologies and innovation, whether low, medium or high-tech, to help countries or communities in conflict areas, all the way up to even developing or developed countries. They have food deserts and insecurity areas, and even those need to be supported.

I am just remembering some of the questions and I know we had one about India. Again, I cannot talk on behalf of other countries but with the UAE and India, the gentlemen here in the front, for example we have created the UAE-India corridor because we also realise that India is a huge food producer, and the UAE is a great hub with a great network to be able to deliver food to the world. We have storage systems, the logistics infrastructure, so we need to create more of these food corridors to be able to bring food to the places in need. I will stop there.

Bayu Krisnamurthi, Associate Professor in the Department of Agribusiness the Faculty of Economics and Management of the Bogor Agricultural University, former Vice Minister of Trade and former Vice Minister of Agriculture of the Republic of Indonesia

I think we have to say it out loud, conflict and war are the imminent and most severe threat to food security. Conflict and war are not a normal situation and the first thing to do is to get rid of them. However, if we cannot get rid of them, again, I think humanitarian programs are very important as well as what Her Excellency the Minister said: small and real projects in the field that help them with their own situation. I think that is the only way.

On the organizations, I think that is why the global governance is becoming very important. If we look around the world, the World Food Programme is very good but that is for humanitarian help, not for trade or building business. The FAO is probably very strong on the production side and some of the consumption, but not the trade. The WTO handles some of the trade issues but their deliberations, dispute settlements, etc. are taking too long. As has been mentioned repeatedly at this conference, we probably need a global food governance. I do not know what or in what form but maybe it could enlarge on something that has been done by the UAE, doing real things not just at the level of policies, scaling up what has been a very good example. That is something we need in the world.

I think GMO is one of the key issues related to the technology and we have learned a lot in the last 30 or 40 years. There are countries that are already embracing it while others are still against it and I think that is more a discussion for the political science arena. To be very honest, the reality is that genetic technology is one of the keys to solving many of the problems we have in food security but that needs to come with a model. I think that is something very interesting, but we also need to be very careful because, as Her Excellency the Minister said, every country and territory has its own challenges and so they need their own model. If we recognise that then I think we can see and appreciate a lot of models around the world in many countries.

Pierre Jacquet, President of the Global Development Network, Professor at the École nationale des ponts et chaussées

Je n'ai pas grand-chose à ajouter à ce que vient de dire le président Krisnamurthi. Je partage ce qu'il a dit sur l'importance des nouvelles technologies. On retrouve dans le domaine agricole le même débat que l'on retrouve dans bien d'autres domaines tels que l'énergie, sur l'acceptation du progrès technique et ses implications. Je crois que rien ne peut remplacer le débat sociétal sur ces questions, et je partage, en tant qu'ingénieur, la conviction que le progrès technique a un rôle majeur à jouer. Ce n'est évidemment pas une solution miracle mais une approche à étudier. Il faut en convaincre le reste de la population ce qui nécessite des débats ouverts sur la nature du progrès technique et ses implications afin de traiter les questions comme elles se posent.

Sur les conflits aussi je rejoins mon voisin car, si j'en reviens aux critères mentionnés par Madame la ministre sur les éléments de socle d'une politique agricole réussie, les pays à conflits ne sont pas des zones dans lesquelles on peut facilement planifier ou mettre en place une bonne gouvernance. Cela signifie que, dans l'intermédiaire, nous n'avons peu d'autres choix que de penser l'aide humanitaire et l'aide *grass roots*, c'est-à-dire l'aide de petite taille à des fermiers individuels, car il y a encore de l'innovation et de la capacité de réaction à ce niveau, mais encore faut-il pouvoir y intervenir.

Je terminerai par la remarque de Philippe Chalmin : je n'ai jamais dit qu'il fallait laisser les gens se débrouiller par eux-mêmes. J'ai dit qu'il ne fallait pas prétendre leur apporter des solutions à leur place mais bien leur donner les moyens de trouver les solutions, y compris les moyens financiers, car c'est une responsabilité collective majeure. En revanche, je partage ce qu'il a dit sur le rôle des prix ou sur le rôle de l'assurance agricole car c'est le même type d'idée. Je crois qu'il y a là un boulevard pour l'innovation. On pense encore l'assurance agricole avec tous les problèmes qu'il y a derrière, en particulier la capacité des fermiers à accepter de s'assurer avant que le risque ne se produise. Peu de gens sont capables de le faire, c'est d'ailleurs pour ça que l'assurance est souvent obligatoire dans les pays développés. En revanche, on pourrait imaginer des partenariats public-privé dans lesquels les banques financeraient et le remboursement ne serait demandé qu'en cas d'évolution favorable de la nature. Ces questions sont aujourd'hui très peu étudiées alors qu'il s'agit d'un boulevard pour l'innovation financière. Il y a là des possibilités d'évolution tout à fait majeures mais, effectivement, la politique agricole consiste à protéger les producteurs car l'agriculture est une activité profondément incertaine soumise à des aléas incontrôlables. Le marché seul ne répond donc pas à la question.

Máximo Torero Cullen, Chief Economist and Assistant Director General for the Economic and Social Development Department of the FAO

Let me answer some of the questions directly. If we look at the key drivers of food insecurity historically, the first is conflict and now we have the Ukraine war; second is slowdowns like Covid-19; third, climate and climate variability, but that is today. However, it is the combination of all of these that create the biggest challenge. To improve resilience to those we need at least three elements. One is early warning tools with predictive powers that can help countries by alerting them. Then absorption capacity and here is the toolbox that Mariam was talking about, and we need a toolbox that can adjust to situations we know will happen and where



most of the countries have been there historically. We need the set of tools that will allow the producers to shrink or expand depending on the challenges they face. Then we need to reduce inequality to be able to build back better.

In this context, if we look at what is happening today in the short-term, we have a food import bill that has increased to USD 2 trillion, that is an increase of USD 180 billion and the 62 most vulnerable countries are paying USD 25 billion more for their food because of prices and exchange rates. Ring the bell, where does the exchange rate come from? From mistakes in the North. We need to be careful here because they have to increase interest rates because they supply too much food, which is affecting the exchange rate, which is increasing the import bills substantially. The same thing is happening with inputs, with a huge increase in the cost of inputs and again, on fertilizers which will have an effect on seeds.

Third, I think the issue of trade is central, but I say we have specialized institutions working on trade. It is not a simple issue, it is a very complex issue, and we need to provide more evidence and transparency and that is what AMIS does, to ensure that we facilitate the mobility of goods. If we do not move goods today, we will not have a problem, but it is not just global trade, it is also intra-regional trade. How do we accelerate the African trade mechanism so that this also accelerates? Today, most of the fertilizers in Africa are produced by Dangote Plant in Nigeria but 95.5% are credited to South America not to Africa. Africa does not have a problem in sourcing fertilizers, but most of them leave Africa because of trade problems within Africa and logistics issues.

Let me just finish on something I think is important. Solutions have to be led by countries and by regions where there are economies of scale. Africa is a good example of institutionality with a kind of framework. I think what the UAE has done is great, but it needs to be led by countries. We cannot make it more institutional, I think that would be a huge mistake. We have to make agencies accountable and that is what will make them work properly in their roles today. However, complicating the global system more would be a mistake in my view, and I think we need to let countries and regions accelerate and help them with technical capacities, information and technologies. That is where innovation and technology is central, and I think the question on technology is important and we cannot run from it. We need new technologies, not only digital but also new biotechnologies, gene editing, etc., and we need to provide information, solutions and give countries the information they need to make better decisions.

Jean-Michel Severino

Thank you very much, Máximo Torero Cullen, especially for making this very important link between interest rates, exchange rates and cost of imports, which we had not mentioned and that plays a huge role in the current situation.

I have been told that our prestigious friend, Lionel, had asked for the floor and I did not notice, so I apologise for that, and you have the floor, Lionel, before we close our workshop.

Lionel Zinsou, Co-Founder and Co-Chair of SouthBridge, Chairman of Terra Nova think tank, former Prime Minister of Benin, former Chairman of PAI Partners

Deux minutes, Monsieur le Président. Merci beaucoup. Je crois que vous aviez une invitée africaine s'occupant du NEPAD qui ne pouvait pas être présente et qui aurait pu donner une couleur africaine à votre débat. Je vous remercie du très haut niveau de votre débat, mais 80 % des phénomènes les plus intenses de malnutrition, de sous-nutrition et d'insécurité alimentaire concernent le continent africain.

Je voulais juste rappeler un certain nombre de paramètres simples. Monsieur le Président, tu as dit à un moment donné que les financements de l'aide publique au développement avaient beaucoup baissé sur les questions d'agriculture. C'est vrai qu'il fut un temps où au Mexique, en Inde, en Indonésie, en Chine, il y a eu un financement très important des révolutions vertes. Cela a beaucoup décliné, en réalité, après les années 80.

La dimension financière est importante au-delà de l'aide publique au développement. Une des choses qui, dans mon expérience du gouvernement, m'a frappé le plus, c'est lorsque je me suis tourné vers le directeur national de la Banque centrale pour lui poser une question. « Dans un pays où 50 % de la population active est employée dans l'agriculture et où l'agriculture représente 28 % du PIB, ce qui est assez proche de la moyenne subsaharienne, quelle est l'allocation de crédits à l'économie qui va à l'agriculture ? » La réponse est 2 %. Il y a un phénomène d'aide publique au développement beaucoup plus important, un phénomène de nos systèmes financiers.

Or, il se trouve que l'agriculture – et je parle sous le contrôle du chef économiste de la FAO – est un des secteurs, avec l'énergie et l'eau, au coefficient de capital le plus élevé compte tenu de la valeur relativement basse du produit fini avant transformation. C'est donc l'activité la plus capitaliste. Contrairement à l'intuition, ce n'est pas l'industrie de transformation.

En Afrique, comme c'est aussi le principal consommateur d'énergie et d'eau, les autres secteurs hyper capitalistes, la problématique du financement de l'agriculture pour assurer la sécurité alimentaire, qui n'est absolument pas traitée de la même façon en Asie et en Amérique latine, a une spécificité africaine sur le besoin de capital, de fonds propres et de crédit.

On a dit des choses très impressionnantes sur l'agriculture des Émirats, et tu as fait allusion à l'agriculture sans sol, l'agriculture verticale, au Kenya. On peut effectivement augmenter énormément l'espace que l'on peut mobiliser pour réduire l'insécurité alimentaire, mais c'est d'abord du capital. Et en zone aride ou semi-aride, dans les écosystèmes des Émirats, nous avons tout à fait, dans le domaine sahélien, saharien et les autres déserts, le même espace, le même écosystème, mais nous n'avons pas du tout le même capital. Nous sommes totalement dans une situation où le financement est clef.

Je souhaitais dire cela, c'est un élément de couleur locale. Je pense que c'est parce que nous sommes un peu asiatiques et un peu européens dans ce panel que le capital n'existait pas. C'est malheureusement l'activité la plus capitaliste de toutes. Merci.

Jean-Michel Severino

Merci beaucoup, Lionel, pour ces remarques précieuses et tout à fait exactes. Sans rallonger nos débats, pour revenir sur la question que posait Jean-Marie, d'une manière générale, cette mobilisation autour de la production comme de la consommation en matière agricole,



l'élévation de son rang de priorité dans le débat public, c'est sans doute une des contributions que pourrait faire l'OMC d'une manière particulièrement utile, dans un moment où nous avons besoin de changer de priorités.

Mesdames et Messieurs, chers amis, je crois que vous avez un consensus autour du fait que mes collègues dans le panel ont fait un travail formidable, mais aussi la salle qui a énormément contribué.

Avant de vous demander de les applaudir, je voudrais également, dans ces remerciements, vous demander d'adresser un remerciement plus particulier à Madame la Ministre Al Mheiri, qui a non seulement brillamment contribué à notre panel et l'a aidé à changer de dimension, mais qui va avoir aussi la lourde charge de conduire le chemin des Émirats arabes vers la conférence sur le climat, la prochaine COP. Je pense que nous devons leur souhaiter une très bonne chance pour cet événement majeur qui va avoir besoin de leur *leadership*. Je vous demande de bien vouloir les applaudir chaleureusement.